

Brochure n° 3215

Convention collective nationale

IDCC : 1267. – **PÂTISSERIE**
(13 édition. – Août 2005)

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

IDCC : 1286. – **CONFISERIE,**
CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détailants et détaillants-fabricants)
(6^e édition. – Mars 2003)

AVENANT N° 3 DU 16 JUIN 2005
RELATIF AUX CONTRIBUTIONS À LA FORMATION PROFESSIONNELLE
NOR : *ASET0550970M*
IDCC : *1267, 1286*

Entre :

La confédération nationale de la pâtisserie, confiserie, chocolaterie, glacierie de France ;

La confédération nationale des glaciers de France ;

La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants et artisans de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie,

D'une part, et

La FGA-CFDT ;

La FGTA-FO ;

La FNAA-CGC ;

La CSFV-CFTC ;
La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été décidé de conclure le présent avenant portant sur les contributions à la formation professionnelle.

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux décident d'abroger les termes actuels de l'article 2 de l'accord national interprofessionnel du 21 décembre 1994, modifié par l'avenant n° 2 du 8 octobre 2001 étendu par arrêté du 18 mars 2002, afin d'y substituer la rédaction nouvelle suivante.

Article 2

Contributions

Conformément à la loi du 4 mai 2004 et dans le but de :

- satisfaire d'une manière simple et efficace à la fois les besoins des salariés de la profession de la pâtisserie, glacerie, confiserie, chocolaterie en matière de formation professionnelle continue et favoriser leur légitime aspiration à accéder à un niveau supérieur de qualification ou s'adapter à un changement d'activité ;
- diffuser auprès des salariés et de leurs employeurs les informations susceptibles de les aider à mieux exercer leur choix en matière de formation professionnelle continue en fonction d'actions de formation déterminées paritairement ;
- favoriser le plus possible l'insertion professionnelle des jeunes dans les entreprises en proposant et en mettant en œuvre un dispositif d'adaptation à la vie professionnelle et de qualification conduisant à des diplômes professionnels ;
- mettre en œuvre, en fonction des objectifs généraux énoncés dans le préambule, la politique de formation définie paritairement et en particulier les actions qualifiantes,

les entreprises sont tenues d'acquitter, à titre obligatoire, les contributions suivantes :

Pour les entreprises occupant 10 salariés et plus :

A partir de l'appel de collecte basé sur la masse salariale brute hors apprentis de 2004 :

- 85 % de 0,90 % de la masse salariale affectés au plan de formation ;
- 0,50 % de la masse salariale affecté au financement de l'alternance.

Pour les entreprises occupant moins de 10 salariés (2 paliers) :

Dès l'appel de collecte basé sur la masse salariale brute hors apprentis de 2004 :

- 0,25 % de la masse salariale affecté au plan de formation ; le montant minimal de la cotisation pour l'entreprise ne peut être inférieur à 50 € hors taxe ;
- 0,15 % de la masse salariale affecté au financement de l'alternance ; le montant minimal de la cotisation pour l'entreprise ne peut être inférieur à 50 € hors taxe.

A partir de l'appel de collecte basé sur la masse salariale brute hors apprentis de 2005 :

- 0,40 % de la masse salariale affecté au plan de formation ; le montant minimal de la cotisation pour l'entreprise ne peut être inférieur à 50 € hors taxe ;
- 0,15 % de la masse salariale affecté au financement de l'alternance ; le montant minimal de la cotisation pour l'entreprise ne peut être inférieur à 50 € hors taxe.

Article 3

Le présent avenant est applicable dès le prochain appel de collecte basé sur la masse salariale de 2004 de l'entreprise et est conclu pour une durée indéterminée et, en tout état de cause, pour la durée d'application de l'accord national interprofessionnel du 21 décembre 1994.

A tout moment, les parties signataires pourront apporter modification tendant à améliorer l'application de cet avenant pour les salariés et les entreprises.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Paris, le 16 juin 2005.

(Suivent les signatures.)